

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 05 MARS 2026

Convocations adressées le : vendredi 20 février

Nombre de délégués titulaires présents : 08 (délibérations 01 à 22) ; 07 (délibérations 23 à 25) ; 06 (délibérations 26 à 36).

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01 (délibérations 01 à 22) ; 02 (délibérations 23 à 36).

Nombre de pouvoirs attribués : 01

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10 (délibérations 01 à 25) ; 09 (délibérations 26 à 36)

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Alain BENARD (délibérations 01 à 22) ; Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Franck MAZET ; Laurent RAYMOND (délibérations 01 à 26).

Suppléants à voix délibérative :

Michel PADONOU (délibérations 23 à 36) ; Gérard SERER.

Suppléants sans voix délibérative :

Michel PADONOU (délibérations 01 à 22).

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Christophe BOULANGER pour Emmanuel DENIS.

Absents excusés :

Emmanuel DENIS ; Sébastien MARAIS ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

C 05/03/02– FINANCES - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026

Monsieur Christian GATARD, 2^{ème} Vice-Président délégué aux Finances, présente le rapport suivant :

1/ Approbation du budget primitif 2026

Conformément à l'article L.1612-24 et L.2311-1-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Comité Syndical doit présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, d'une part un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les politiques qu'il mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'une délibération spécifique présentée à la séance du Comité syndical du 16 janvier 2026, préalablement aux débats sur le projet de budget.

Le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 16 janvier 2026 précisait que l'année 2026 était particulière puisque le vote du BP2026 serait proposé avant les élections municipales et donc à une date qui ne permettrait pas l'adoption du compte financier unique (CFU). En conséquence, le projet de BP2026 intègre une reprise anticipée des résultats 2025 telle que prévue par les articles L.1612-32 et R.1612-54 du CGCT.

Le projet de budget primitif pour 2026 du SMT s'établit à 360 478 103 €.

La présente délibération est accompagnée du rapport de présentation du budget, de la maquette budgétaire y compris les annexes obligatoires se rapportant au budget, de la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2025 attestée par le comptable public, fiche accompagnée du compte de gestion ou d'une balance générale et d'un tableau des résultats de l'exécution du budget visé par le comptable.

2/ Autorisation des virements de crédits entre chapitres

En cas d'insuffisance de crédits de paiement sur l'article concerné, il est possible de recourir à des virements entre articles au sein du chapitre ou de chapitre à chapitre pour exécuter ces dépenses.

L'article L.1612-28 du CGCT prévoit que le comité syndical peut déléguer à son président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et dans une limite

fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Il est proposé de déléguer cette faculté au Président, étant précisé que ces virements de crédits font l'objet d'une décision expresse du Président qui est transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun et également notifiée au comptable public. En outre, le Président doit informer l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

3/ Recours à l'emprunt

Il est rappelé que le recours à l'emprunt relève de la compétence de l'assemblée délibérante qui a la faculté de déléguer sa compétence à l'exécutif. L'assemblée délibérante doit alors fixer avec précision la durée et le champ de la délégation, en particulier les caractéristiques essentielles des contrats que l'exécutif est autorisé à souscrire dans la perspective de financer les investissements prévus par le budget.

Il est proposé que le montant des emprunts inscrits au budget primitif 2026 pourra être réalisé sous quelque forme que ce soit, à savoir, emprunts obligataires, et/ou emprunts classiques : taux fixes ou taux variables et/ou de barrières sur Euribor, d'une durée maximale au plus égale à cinquante (50) ans.

Ces nouveaux emprunts porteront exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C selon la grille de Gissler. Les contrats classés 1A représenteront à minima les 2/3 des sommes empruntées. Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

Les index de référence de ces contrats de ces emprunts pourront être les suivants :

- Taux interbancaire zone euro : L'EONIA, L'EURIBOR 1, 3, 6, 9, 12 mois
- Taux indices obligatoires: TC (TMO, TME)

Il pourra être recouru à tous types d'amortissement et à la possibilité de procéder à un différé d'amortissement.

Enfin, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président, rapporteur général du budget, à rembourser par anticipation tout emprunt composant

l'encours dans la limite des inscriptions budgétaires ainsi qu'à refinancer ces opérations dans les conditions définies ci-dessus pour les nouveaux emprunts.

4/ Recours à une ligne de trésorerie

Les crédits de trésorerie sont destinés à permettre aux ordonnateurs une meilleure maîtrise de leurs flux financiers et un assouplissement des rythmes de paiement.

Les recettes générées par ces emprunts ne sont pas budgétaires.

Il est proposé d'autoriser le recours à une ligne de crédit de trésorerie de vingt millions d'euros maximum, afin de faire face à des besoins momentanés de trésorerie.

En conséquence, il est proposé au Comité Syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-27 et R.1612-50,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M43,

Vu le rapport d'égalité femmes hommes 2025 délibéré en date du 16 janvier 2026,

Vu le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu préalablement au vote du budget le 16 janvier 2026;

Vu la transmission du projet de budget par l'exécutif à l'assemblée délibérante le vendredi 20 février 2026,

Vu le rapport de présentation, la maquette budgétaire ainsi que les annexes obligatoires,

- **APPROUVE** la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025 d'un déficit de la section d'investissement (article 001) de 3 081 598.51 €, de l'affectation en réserves réglementées (article 1068) de 3 081 598.51 € et du report de résultat en fonctionnement (article 002) de 28 491 853.79 €,

- **ADOpte** le Budget primitif 2026 du Syndicat des Mobilités de Touraine qui totalise 360 478 103 euros,

- **AUTORISE** le Président ou son représentant pour la durée de l'exercice 2026 à procéder, au titre de ce budget annexe, à des virements de crédits entre chapitres à l'intérieur d'une même section, hors chapitre O12 (dépenses de personnel), dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;
- **AUTORISE** le remboursement des frais de représentation engagés par le Président sur production de justificatifs dans la limite du montant maximum annuel de 4.000 euros,
- **DECIDE** que le montant des emprunts inscrits au budget primitif 2026 et ainsi voté pourra être réalisé sous quelque forme que ce soit, à savoir, emprunts obligataires, et/ou emprunts classiques : taux fixes ou taux variables et/ou de barrières sur Euribor, d'une durée maximale au plus égale à cinquante (50) ans.

Ces nouveaux emprunts porteront exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C selon la grille de Gissler. Il est précisé que les contrats classés 1A représenteront à minima les 2/3 des sommes empruntées. Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

Les index de référence des contrats de ces emprunts pourront être les suivants :

- Taux interbancaire zone euro : L'EONIA, L'EURIBOR 1, 3, 6, 9, 12 mois
- Taux indices obligatoires: TC (TMO, TME)

Il pourra être recouru à tous types d'amortissement et à la possibilité de procéder à un différé d'amortissement.

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à rembourser par anticipation tout emprunt composant l'encours dans la limite des inscriptions budgétaires ainsi qu'à refinancer ces opérations dans les conditions définies ci-dessus pour les nouveaux emprunts,
- **AUTORISE** un recours à une ligne de crédit de trésorerie de vingt millions d'euros maximum, destinée à faire face à des besoins momentanés de trésorerie,

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, d'une part, à signer tous documents afférents à ces opérations dans leurs formes respectives, dans la limite des montants inscrits au budget, et d'autre part, à lancer la consultation auprès des établissements de crédits ainsi qu'à signer les pré-confirmations de gel des conditions de l'opération.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

<p>Le secrétaire de séance,</p>   <p>Franck MAZET</p>	<p>Pour le Président et par délégation,</p> <p>La Directrice,</p>   <p>Soazic LE GUEN</p>
---	---